

EXEMPLES destinés aux porteurs de projet

Conformément au DOMO Alcotra point 8.4. « Modalités de dépôt des projets », les annexes obligatoires qui complètent le formulaire de candidature sont les suivantes :

- La convention de coopération entre partenaires (disponible sur le site Alcotra 2007-2013);
- La description technique détaillée ;
- Les actes d'approbation du projet de chaque partenaire ;
- Pour les partenaires français, les lettres d'intention des cofinanceurs ou bien, s'ils sont disponibles, les actes d'octroi des cofinancements ;
- Pour les privés, une déclaration relative à l'application des aides d'Etat ;
- Pour les organismes de droit public, une déclaration concernant la présence des critères prévus au point 8.2.2 du DOMO ;
- Pour les partenaires privés, tout acte qui atteste de la personnalité juridique du partenaire, conformément à législation en vigueur ;
- Pour les partenaires privés, les bilans des trois derniers exercices.

Vous trouverez ci-après des exemples pour les documents indiqués dans le domo.

ESEMPI per i potenziali beneficiari

Ai sensi della Guida di Attuazione Alcotra punto 8.4 "Modalità di deposito dei progetti", gli allegati obbligatori che completano il fascicolo progettuale sono:

- La convenzione di cooperazione fra partner (disponibile sul sito Alcotra 2007-2013);
- La descrizione tecnica di dettaglio;
- Gli atti di approvazione del progetto per ciascun partner;
- Per i partner francesi, le lettere di intenti delle CPN, oppure qualora già presenti, gli atti di concessione dei cofinanziamenti;
- Per i privati, l'autocertificazione relativa all'applicazione degli aiuti di stato;
- Per gli organismi di diritto pubblico, la dichiarazione sulla sussistenza dei requisiti di cui punto 8.2.2 della Guida;
- Per i privati, ogni atto utile a comprovare la sussistenza della personalità giuridica del beneficiario secondo la disciplina nazionale vigente;
- Per i partner privati, i bilanci degli ultimi tre esercizi.

A seguire esempi dei suddetti documenti menzionati nella Guida di Attuazione.

DESCRIPTION TECHNIQUE DETAILLEE

SOMMAIRE

A. PRESENTATION DU PARTENARIAT - pour chaque partenaire décrire :

1. Forme juridique
2. Missions et objectifs généraux
3. Expériences
4. Collaborations avec d'autres organismes

B. CONTEXTE DE LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

1. Origine du projet /problématiques rencontrées
2. Zone d'intervention
3. Besoins exprimés

C. LE PROJET

I. Cadre logique

1. Références au programme Alcotra
2. Objectif général
3. Objectifs spécifiques
4. Typologies d'actions prévues
5. Résultats attendus
6. Groupes d'activités (WP) n + ...
7. Pour chaque groupe d'activité décrire l'activité
 - a. contenu détaillé
 - b. partenaires impliqués - formes de collaboration et d'interaction
 - c. organismes concernés
 - d. calendrier
 - e. produit
8. Calendrier - Echéances
9. Coûts - Liste détaillée des coûts
10. Indicateurs
 - a. de résultat du programme
 - b. de réalisation / output de projet

II. Plan de financement — subvention

1. FESR
2. CPN (indiquer l'organisme financeur et la date prévu de l'octroi)
3. Autofinancement
4. Aides d'État

DESCRIZIONE TECNICA DI DETTAGLIO

INDICE

D. PRESENTAZIONE DEL PARTENARIATO - per ogni partner descrivere:

1. forma giuridica
2. scopi e obiettivi generali
3. esperienze
4. collaborazioni con altri organismi

B. CONTESTO DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA

1. origine del progetto / problematiche individuate
2. ambito d'intervento
3. bisogni espressi

C. IL PROGETTO

1. quadro logico
 1. Riferimento al programma Alcotra
 2. Obiettivo generale
 3. Obiettivi specifici
 4. Tipologie d'azione previste
 5. Risultati attesi
 6. Gruppi di attività (WP) n+...
 7. Per ogni gruppo di attività descrivere l'azione
 - a. contenuto dettagliato
 - b. partner coinvolti - forme di collaborazione ed interazione
 - c. organismi interessati
 - d. calendario
 - e. prodotto
 8. Calendario - scadenze
 9. Costi – lista dettagliata dei costi
 10. Indicatori
 - a. Di risultato del programma
 - b. Di realizzazione / output del progetto
2. Piano finanziario - sovvenzione
 1. FESR
 2. CPN (indicare l'organismo cofinanziatore e la data prevista per la concessione del cofinanziamento)
 3. autofinanziamento
 4. aiuti di stato

LISTE DETAILLEE - LISTA DISAGGREGATA											
DESCRIZIONE				QUANTIFICATIONE					RIPARTIZIONE		
N. WP	N° ACTIVITE/ N. ATTIVITA'.	DÉPENSE SPESA	CATÉGORIE DE DÉPENSE CATEGORIA DI SPESA	COÛT UNITAIRE COSTO UNITARIO	UN. DE MES. UN. DI MIS.	QUANTITÉ QUANTITÀ	TOTAL ACTIVITE. TOTALE ATTIVITA'.	Déjà soutenu / Già sostenuto	ANNÉE 1 / ANNO 1	ANNÉE 2 / ANNO 2	ANNÉE 3 / ANNO 3
3	6	incontro a torino	spese di viaggio e soggiorno;	200,00		2	400,00		400,00		

N. WP	N° ACTIVITE/ N. ATTIVITA'.	DÉPENSE SPESA	CATÉGORIE DE DÉPENSE CATEGORIA DI SPESA	COÛT UNITAIRE COSTO	UN. DE MES. UN. DI MIS.	QUANTITÉ QUANTITÀ	TOTAL ACTIVITE. TOTALE ATTIVITA'.	Déjà soutenu / Già sostenuto	ANNÉE 1 / ANNO 1	ANNÉE 2 / ANNO 2
-------	----------------------------	---------------	---	---------------------	-------------------------	-------------------	-----------------------------------	------------------------------	------------------	------------------

1	1		spese di personale costi reali;		unité / unità					
2	2		spese d'ufficio e amministrative;		heure / ora					
3	3		spese di viaggio e soggiorno;		jour / giorno					
4	4		spese per consulenze e servizi esterni;		mois / mese					
5	5		spese per attrezzature;		an / anno					
	6		spese di infrastruttura e di edilizia		mètre / metro					
	7				km					
	8				m2 / mq					
	9				m3 / mc					
	10									
	11									

ACTE D'APPROBATION DU PROJET

L'acte d'approbation correspond au document qui autorise un organisme à participer à la réalisation d'un projet. Il correspond à la décision prise par l'organe interne habilité à engager la structure et à mobiliser les financements nécessaires pour la réalisation des activités.

Pour tous les partenaires, au moment du dépôt du dossier, il est demandé de joindre obligatoirement l'acte d'approbation du projet (DOMO point 8.4).

L'acte d'approbation doit indiquer – à minima – les éléments suivants :

- *programme,*
- *titre du projet,*
- *budget global,*
- *budget du bénéficiaire,*
- *le montant du cofinancement public CPN.*

ATTENTION

En fonction du bénéficiaire, ce document devra être :

- *Une délibération pour les administrations publiques ;*
- *Une décision du Conseil d'Administration ;*
- *Une lettre d'engagement souscrite par le représentant légal*, si l'organisme ne dispose pas d'organe délibérant (voir EXEMPLE suivant) ;*
- *Une lettre d'engagement souscrite par le Président, Directeur, etc. qui dispose d'une délégation à la signature accordé par l'organe délibérant (voir EXEMPLE suivant).*

** Le « Représentant légal » est la personne qui, conformément à l'ordre juridique interne de l'organisme représenté, a le droit de signer les documents au nom et pour le compte de l'organisme participant. NB: La personne désignée comme le "Représentant légal" doit être la même signataire de tous les documents requis pour la présentation de la proposition de projet. Les organes du Programme se réservent le droit d'en vérifier l'effective titularité.*

Je soussigné/e <indiquer le prénom et le nom> né/e à <indiquer le lieu de naissance> le <indiquer la date de naissance> en qualité de représentant légal de l'organisme <indiquer le nom de l'organisme> ,

DECLARE

- 1) l'intérêt de l'organisme que je représente à participer en qualité de <Chef de file, Partenaire> (le bénéficiaire devra choisir la mention appropriée), au Projet <titre et acronyme> (indiquer l'intitulé et l'acronyme du projet), qui sera présenté par <nom du Chef de file ou par moi-même>, dans le cadre du 2^{er} Appel à présentation de candidatures pour les projets simples du Programme de Coopération Transfrontalière «ALCOTRA» Italie-France 2014-2020 ;
- 2) que l'organisme que je représente s'engage à réaliser les activités indiquées et établies dans le Formulaire de candidature du Projet ci-dessous mentionné , correspondant à une budget prévisionnel de.....Euro;
- 3) que dans le respect des règles administratives de l'organisme signataire, conformément aux réglementations nationales et communautaires et dans le cas où le projet serait approuvé et financé, le 15% de la contribution hors FEDER, de € (chaque partenaire doit indiquer le montant de la contrepartie faisant référence à son propre budget), sera apportée par¹ :

A) ☐	(Dans le cas de partenaires italiens publics) Par le Fond de Rotation aux termes de la Delibera CIPE N. 10 du 28 janvier 2015 pour un montant de :	€
B) ☐	(Dans le cas de partenaires français publics) Par le même partenaire pour une valeur de :	€
C) ☐	(Dans le cas de partenaires français) Par autre(s) organisme(s) publics, pour une valeur de: (Dans ce cas devra être annexée la lettre de cofinancement de l'organisme garantissant la contrepartie nationale – cfr. DOMO 9.6, pag. 73)	€

¹ Typologie de cofinancement :

- A) contribution publique automatique - financement public national, régional ou local, obtenu via des mécanismes de cofinancement spécifiquement établis par les États membres ;
- B) propre contribution publique - financement public national, régional ou local, assuré directement sur les propres fonds des partenaires publics ;
- C) autre contribution publique - financement public national, régional ou local, fourni par des institutions publiques ne faisant pas partie du partenariat ;
- D) contribution privée propre - financement privé fourni directement par les fonds propres des partenaires privés ;
- E) autre contribution privée - financement privé fourni par des institutions publiques, mais qui ne participent pas au partenariat.

D) ☐	Contribution privée propre, pour une valeur de:	€
E) ☐	Autre contribution privée, pour une valeur de:	€
	TOTAL	€

- 4) de confirmer de la part de mon organisme que je représente, qu'aucune activité susmentionnée représente une duplication de travaux déjà effectués, et que ceux-ci n'ont pas été financés, ne sont pas financés et ne seront pas financés par d'autres financements publics;
- 5) d'autoriser le traitement des données personnelles fournies durant les procédures liées à l'appel à projets, aux termes du Décret Législatif italien n.196 du 30 juin 2003 n. 196.

Lieu et date

Signature

EXEMPLE

ATTO DI APPROVAZIONE DEL PROGETTO

L'atto di approvazione è il documento che autorizza un organismo a partecipare alla realizzazione di un progetto nell'ambito del Programma Alcotra Italia-Francia 2014-2020. Esso corrisponde alla decisione assunta dall'organo abilitato ad impegnare la struttura e a stanziare le risorse necessarie per la realizzazione delle attività.

Ciascun partner, al momento del deposito del fascicolo progettuale, deve allegare obbligatoriamente l'atto di approvazione del progetto (Guida di Attuazione punto 8.4.).

L'atto di approvazione deve contenere, almeno, i seguenti elementi:

- Programma,
- Titolo del progetto,
- Budget totale,
- Budget del partner,
- Quota di cofinanziamento pubblico CPN.

ATTENZIONE

Secondo il tipo di beneficiario, tale documento dovrà essere:

- Una deliberazione per le amministrazioni pubbliche;
- Una decisione del Consiglio di Amministrazione;
- Una lettera di impegno sottoscritta dal legale rappresentante*, per le strutture che non dispongono di un organo deliberativo (vedi ESEMPIO che segue);
- Una lettera di impegno sottoscritta dal Presidente, Direttore, ...aventi delega di firma accordata dall'organo deliberativo (vedi ESEMPIO che segue).

** Per "rappresentante legale" si intende il soggetto il quale, in conformità con l'ordinamento interno dell'organismo rappresentato, è legittimato alla firma dei documenti in nome e per conto dell'organismo partecipante. NB: La persona indicata quale "rappresentante legale" deve essere lo stesso firmatario di tutti i documenti richiesti per la presentazione della proposta progettuale. Gli organi di Programma si riservano di controllarne l'effettiva titolarità.*

Il sottoscritto(a) **<inserire nome e cognome>** nato(a) a **<inserire luogo di nascita>** il **<inserire data di nascita>** in qualità di rappresentante legale dell'organismo **<inserire il nome dell'organismo>**,

DICHIARA

- 1) l'interesse dell'organismo che rappresento a partecipare come **<Capofila, Partner>** (il beneficiario deve scegliere la dicitura appropriata), al Progetto **<titolo e acronimo>** (indicare il titolo e l'acronimo del progetto), che sarà presentato da **<nome del Capofila o da me medesimo>**, nell'ambito del secondo bando per Progetti Semplici, previsto dal Programma di Cooperazione Transfrontaliero "ALCOTRA" Italia-Francia 2014-2020;
- 2) che l'organismo che rappresento si impegna a svolgere le attività indicate e concordate nel Formulário di candidatura del Progetto summenzionato, corrispondenti a un budget previsionale diEuro;
- 3) che nel rispetto delle regole amministrative della struttura di appartenenza, conformemente alla normativa nazionale e comunitaria e nel caso in cui il progetto venga approvato e finanziato, il 15% del contributo non coperto dai fondi FESR, pari aEuro, sarà apportata²:

A) ☐	(Nel caso di partner pubblici italiani) Dal Fondo di Rotazione ai sensi Delibera CIPE N. 36 del 15 giugno 2007, per un valore di :	€
B) ☐	(Nel caso di partner francesipubblici) Dallo stesso partner pubblico, per un valore di :	€
C) ☐	(Nel caso di partner francesi) Da altro/i soggetto/i pubblico, per un valore di :	€

² Tipologie di cofinanziamento:

- A) Contributo pubblico automatico – finanziamento pubblico nazionale, regionale o locale ottenuto attraverso meccanismi di cofinanziamento specificatamente previsti dagli Stati Membri ;
- B) Proprio contributo pubblico – finanziamento pubblico nazionale, regionale o locale, garantito direttamente su fondi propri del partner pubblico;
- C) Altro contributo pubblico – finanziamento pubblico nazionale, regionale o locale, fornito da istituzioni pubbliche che non fanno parte del partenariato ;
- D) Contributo privato proprio – finanziamento privato fornito direttamente dai fondi propri dei partner privati ;
- E) Altri contributi privati – finanziamento privato fornito da istituzioni pubbliche che non fanno parte del partenariato.

	(In questo caso dovrà essere allegata la lettera di cofinanziamento da parte di ciascun soggetto che garantisce la contropartita nazionale – vedi Guida di Attuazione punto 9.6, pag 74)	
D) ☐	Contributo privato proprio, per un valore di :	€
E) ☐	Altro contributo privato, per un valore di :	€
	TOTALE	€

- 4) di confermare che, per quanto di competenza dell'organismo da me rappresentato, le attività sopra menzionate non costituiscono duplicazione di lavori già eseguiti, non hanno beneficiato, non beneficiano e non beneficeranno di altri finanziamenti pubblici;

- 5) di autorizzare il trattamento dei dati personali forniti nel corso delle procedure legate al bando ai sensi del Decreto Legislativo 30 giugno 2003 n.196.

Luogo e data _____

Firma

Lettre d'intention cofinancement (Partie française seulement)

Pour les partenaires français, au moment du dépôt du dossier, il est demandé de joindre obligatoirement pour les contreparties publiques nationales (CPN) un acte délibératif d'octroi du cofinancement du/des cofinanceur/s (DOMO point 8.4 et 9.6).

Dans le cas où, à la date du dépôt, une délibération ne soit pas disponible, provisoirement le bénéficiaire peut joindre une simple lettre d'intention du/des cofinanceur/s. Celle-là doit indiquer – à minima – les éléments suivants (conditions prévues par la circulaire interministérielle du 19/08/2002):

- *programme,*
- *titre du projet,*
- *budget global,*
- *budget du bénéficiaire,*
- *montant du cofinancement public CPN,*
- *organe qui devra émettre la délibération,*
- *date prévue pour la séance de l'organe délibérant.*

Toutefois, l'acte décisionnel définitif devra comporter nécessairement une date ne dépassant pas 4 mois à compter de la date du CS et il devra être transmis au Secrétariat conjoint.

Veillez trouver ci après un exemple de Lettre d'intention.

Je soussigné/e, **<indiquer le prénom et le nom>**, en qualité de représentant légal de **<indiquer le nom de l'organisme>**, déclare que l'organisme que je représente s'engage à examiner le projet **<indiquer l'acronyme du projet>** déposé pour le Programme ALCOTRA FR-IT 2004-2020, pour le bénéficiaire **<indiquer le nom du bénéficiaire>**, lors de la prochaine réunion de **<indiquer le nom de l'assemblée délibérante>** qui se réunira le

Le coût total du dit projet s'élève à € auquel correspond une demande totale de FEDER de€.

Le plan de financement du bénéficiaire sur mentionné **<indiquer le nom du partenaire>** est le suivant :

Budget total du bénéficiaire	Montant FEDER	Cofinancements publics total	Autofinancement
€	€	€	€

Le **<indiquer le nom de l'organisme>** que je représente s'engage à cofinancer ce partenaire pour un montant de € correspondant à **<indiquer le pourcentage de CPN>** de son budget.

L'acte délibératif d'octroi du cofinancement comportera nécessairement une date ne dépassant pas 4 mois à compter de la date du Comité de Suivi et il sera envoyé au Secrétariat Conjoint dès que disponible.

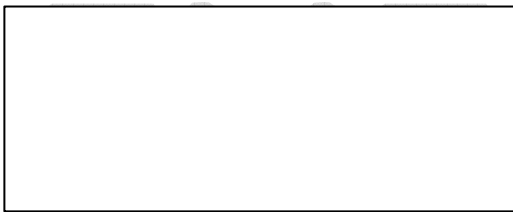
.....

Lieu et date

.....

Signature

Cachet



EXEMPLE

N.B. Avant de remplir cette déclaration, lire attentivement Le Guide d'Aide à la décision sur les Aides d'Etat

Déclaration relative aux aides publiques perçues au cours des trois derniers exercices fiscaux

Intitulé et acronyme du projet: **[saisir intitulé, acronyme]**

Je soussigné, **[nom, prénom]**, en qualité de représentant légal de **[Nom du partenaire]**, agissant en tant que partenaire du projet susmentionné :

Déclare ce qui suit :

1. Les aides De minimis

En application du règlement UE n. 2013/1407 relatif aux aides De minimis :

- ☐ L'organisme que je représente et les autres entités appartenant au même groupe³ n'ont reçu aucune aide De Minimis au cours des trois derniers exercices fiscaux ;
- ☐ L'organisme que je représente et les autres entités appartenant au même groupe, ont perçu les aides De Minimis suivantes :

Organisme octroyant l'aide de minimis	Pays octroyant l'aide de minimis	Organisme bénéficiaire de l'aide	Montant de l'aide en € ⁴	Date d'octroi
TOTAL			 ⁵	

³ Dans l'article 2 (2) du Règlement de minimis, il est défini quel type de groupe d'entreprises est considéré comme une « entreprise unique » (donc ainsi appartenant au même groupe).

⁴ Si l'aide n'a pas été accordée sous forme de subvention (par exemple, garantie et prêts), veuillez expliquer comment les conditions prévues par l'article 4 du Règlement de minimis sont-elles respectées (calcul de l'équivalent-subvention brut).

⁵ La limite dans le cadre de la règle De Minimis prend effet à la date de la subvention Alcotra (date de signature de la Convention FEDER entre chef de file et Autorité de gestion). Par conséquent, le montant de minimis accordé par le programme Interreg Alcotra FR-IT inclut les modifications survenues entre le dépôt de la proposition et la signature de la Convention FEDER.

2) Les aides De minimis SIEG

En application du règlement UE n. 2012/360 relatif aux aides *De minimis* SIEG

☐ L'organisme que je représente n'a reçu aucune aide au cours des trois derniers exercices fiscaux ;

☐ L'organisme que je représente a perçu les aides suivantes :

Organisme octroyant l'aide de minimis SIEG	Pays octroyant l'aide de minimis SIEG	Organisme bénéficiaire de l'aide	Montant de l'aide en € ⁶	Date d'octroi
TOTAL			 ⁷	

3) Les autres aides octroyées dans le cadre d'un régime d'aide

☐ L'organisme que je représente n'a reçu aucune aide au cours des trois derniers exercices fiscaux ;

☐ L'organisme que je représente a perçu les aides suivantes :

Organisme octroyant l'aide	Pays octroyant l'aide	Organisme bénéficiaire de l'aide	Régime d'aide utilisé	Montant de l'aide en € ⁸	Date d'octroi

⁶ Si l'aide n'a pas été accordée sous forme de subvention (par exemple, garantie et prêts), veuillez expliquer comment les conditions prévues par l'article 4 du Règlement de minimis sont-elles respectées (calcul de l'équivalent-subvention brut).

⁷ La limite dans le cadre de la règle De Minimis prend effet à la date de la subvention Alcotra (date de signature de la Convention FEDER entre chef de file et Autorité de gestion). Par conséquent, le montant de minimis accordé par le programme Interreg Alcotra FR-IT inclus les modifications survenues entre le dépôt de la proposition et la signature de la Convention FEDER.

⁸ Si l'aide n'a pas été accordée sous forme de subvention (par exemple, garantie et prêts), veuillez expliquer comment les conditions prévues par l'article 4 du Règlement de minimis sont-elles respectées (calcul de l'équivalent-subvention brut).

TOTAL					

Je reconnais que toute déclaration mensongère/fausse, en plus de la demande de remboursement de la contribution indûment perçue et des frais d'intérêts, peut également donner lieu à une poursuite conformément au code pénal.

- / /

Signature

Lieu et date

Nom du signataire

Fonction du signataire



Cachet officiel de l'organisme signataire

N.B. Prima di compilare questa dichiarazione, i partners sono invitati a leggere con attenzione il Documento di aiuto alla decisione rispetto agli Aiuti di Stato

Dichiarazione sugli aiuti pubblici ricevuti nel corso degli ultimi tre esercizi finanziari

Titolo e acronimo del progetto: [inserire nome e acronimo del progetto]

Il sottoscritto(a) <**inserire nome e cognome**>, in qualità di legale rappresentante dell'organismo <**inserire il nome dell'organismo**>, in qualità di partner del progetto sopra menzionato:

Dichiara quanto segue:

1) Gli aiuti De Minimis:

In applicazione del Regolamento UE n. 2013/1407 relativo agli Aiuti De minimis :

- ☐ L'istituzione che rappresento, così come tutte le altre strutture facenti parte del medesimo gruppo⁹ della mia istituzione, **non ha ricevuto** nessun aiuto de Minimis nel corso degli ultimi tre esercizi fiscali (quello in corso ed i due esercizi precedenti)
- ☐ L'istituzione che rappresento, così come tutte le altre strutture facenti parte del medesimo gruppo della mia istituzione, **ha ricevuto** i seguenti aiuti *de Minimis* nel corso degli ultimi tre esercizi fiscali (quello in corso ed i due esercizi precedenti):

Organismo concedente l'aiuto <i>de minimis</i>	Paese concedente l'aiuto <i>de minimis</i>	Nome legale del beneficiario che ha ricevuto l'aiuto	Importo dell'aiuto in € ¹⁰	Data di concessione
TOTALE			 ¹¹	

2) Gli aiuti De Minimis SIEG:

⁹ All'articolo 2(2) del Regolamento De Minimis è definito il gruppo di imprese considerato come "impresa unica" (quindi appartenente al medesimo gruppo).

¹⁰ Se l'aiuto non è concesso sotto forma di contributo (per esempio garanzie e prestiti), si prega di specificare in che modo sono rispettate le condizioni previste dall'art.4 del regolamento de Minimis (calcolo dell'equivalente contributo lordo).

¹¹ Il limite previsto nel quadro della regola De Minimis entra in vigore alla data del finanziamento Alcotra (data della sottoscrizione della Convenzione FESR tra il capofila e l'Autorità di Gestione). L'importo de Minimis concesso dal programma Interreg Alcotra IT-FR include quindi le modifiche intervenute tra il deposito e la sottoscrizione della Convenzione FESR.

In applicazione del Regolamento UE n. 2012/360 relativo agli Aiuti De minimis SIEG :

- ☐ L'istituzione che rappresento **non ha ricevuto** nessun aiuto de Minimis SIEG nel corso degli ultimi tre esercizi fiscali (quello in corso ed i due esercizi precedenti)
- ☐ L'istituzione che rappresento **ha ricevuto** i seguenti aiuti *de Minimis* SIEG nel corso degli ultimi tre esercizi fiscali (quello in corso ed i due esercizi precedenti):

Organismo concedente l'aiuto <i>de minimis</i>	Paese concedente l'aiuto <i>de minimis</i>	Nome legale del beneficiario che ha ricevuto l'aiuto	Importo dell'aiuto in € ¹²	Data di concessione
TOTALE			 ¹³	

3) Gli altri aiuti concessi nel quadro di un regime di aiuto:

- ☐ L'istituzione che rappresento **non ha ricevuto** nessun aiuto nel corso degli ultimi tre esercizi fiscali (quello in corso ed i due esercizi precedenti)
- ☐ L'istituzione che rappresento **ha ricevuto** i seguenti aiuti nel corso degli ultimi tre esercizi fiscali (quello in corso ed i due esercizi precedenti):

Organismo concedente l'aiuto <i>de minimis</i>	Paese concedente l'aiuto <i>de minimis</i>	Nome legale del beneficiario che ha ricevuto l'aiuto	Importo dell'aiuto in € ¹⁴	Data di concessione

¹² Se l'aiuto non è concesso sotto forma di contributo (per esempio garanzie e prestiti), si prega di specificare in che modo sono rispettate le condizioni previste dall'art.4 del regolamento de Minimis (calcolo dell'equivalente contributo lordo).

¹³ Il limite previsto nel quadro della regola De Minimis entra in vigore alla data del finanziamento Alcotra (data della sottoscrizione della Convenzione FESR tra il capofila e l'Autorità di Gestione). L'importo de Minimis concesso dal programma Interreg Alcotra IT-FR include quindi le modifiche intervenute tra il deposito e la sottoscrizione della Convenzione FESR.

¹⁴ Se l'aiuto non è concesso sotto forma di contributo (per esempio garanzie e prestiti), si prega di specificare in che modo sono rispettate le condizioni previste dall'art.4 del regolamento de Minimis (calcolo dell'equivalente contributo lordo).

TOTALE				
---------------	--	--	-------	--

Sono consapevole delle conseguenze penali in caso di dichiarazioni non veritiere e di falsità negli atti, oltre che della richiesta di restituzione del contributo indebitamente percepito e dei relativi interessi.

- / /

Firma

Luogo e data

Cognome del firmatario

Funzione del firmatario



Timbro ufficiale dell'organismo firmatario

EXAMPLE

DECLARATION CONCERNANT LA PRESENCE DES CRITERES DES ORGANISMES DE DROIT PUBLIC

Titre et acronyme du projet : **<Indiquer le titre du projet et son acronyme>**

Je soussigné/e, **<Indiquer le prénom et le nom>**, en qualité de représentant légal¹⁵ de **<Indiquer le nom officiel et l'adresse officielle de l'organisme>**,

SACHANT QUE :

- le DOMO du Programme Alcotra au point 8.2.2. « Partenaires publics et partenaires privées » définit les critères prévus pour les organismes publics conformément à la Directive 2014/24/UE du 26 février 2014 relative à la passation des marchés publics.

DECLARE QUE :

- **<Indiquer le nom officiel de l'organisme>** est défini « organisme public », étant donné qu'il/elle présente les caractères suivants :
 - Il/Elle a été créé(e) pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial ;
 - Il/Elle est doté(e) de la personnalité juridique¹⁶ ;
 - Il/Elle est financé(e) majoritairement par l'Etat, les autorités régionales ou locales ou par d'autres organismes de droit public ; et/ou sa gestion est soumise à un contrôle de ces autorités ou organismes ; et/ou son organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par l'Etat, les autorités régionales ou locales ou d'autres organismes de droit public.

.....
Lieu et date

.....
Signature du représentant autorisé

Cachet

¹⁵ Représentant légal est la personne qui, conformément à l'ordre juridique interne de l'organisme représenté, a le droit de signer les documents au nom et pour compte de l'organisme participant.

¹⁶ Pour les entités de droit public dotées de la personnalité juridique, il convient de fournir une copie des documents officiels justifiant les données indiquées tels que l'acte juridique établissant l'entité (loi, décret, etc.).

DICHIARAZIONE SULLA SUSSISTENZA DEI REQUISITI DI ORGANISMO DI DIRITTO PUBBLICO

Titolo e acronimo del progetto: **<Inserire titolo del progetto e suo acronimo>**

Il sottoscritto/a **<Inserire nome e cognome>**, in qualità di legale rappresentante¹⁷ di **<Inserire la denominazione ufficiale e indirizzo ufficiale dell'organismo>**

PRESO ATTO CHE:

- la Guida di Attuazione del Programma Alcotra al paragrafo 8.2.2. "Beneficiari pubblici e beneficiari privati" definisce i requisiti dei beneficiari pubblici in riferimento alla Direttiva 2014/24/UE del 26 febbraio 2014 sugli appalti pubblici

DICHIARA:

- che **<Inserire la denominazione ufficiale dell'organismo>** si definisce "organismo di diritto pubblico", in quanto possiede i seguenti requisiti:
 - È istituito/a per soddisfare specificatamente esigenze di interesse generale, aventi carattere non industriale o commerciale;
 - È dotato/a di personalità giuridica¹⁸;
 - È finanziato/a per la maggior parte dello Stato, dalle autorità regionali o locali o da altri organismi di diritto pubblico; o la sua gestione è posta sotto la vigilanza di tali autorità o organismi; o il suo organo di amministrazione, di direzione o di vigilanza è costituito da membri più della metà dei quali è designata dallo Stato, da autorità regionali o locali o da altri organismi di diritto pubblico.

.....
Luogo e data

.....
Firma¹⁹ del rappresentante autorizzato

Timbro

¹⁷ Per legale rappresentante si intende il soggetto il quale, in conformità con l'ordinamento interno dell'organismo rappresentato, è legittimato alla firma dei documenti in nome e per conto dell'organismo partecipante.

¹⁸ Per gli organismi di diritto pubblico con personalità giuridica si invita ad allegare copia dei documenti giustificativi ufficiali quali l'atto giuridico ufficiale che istituisce l'organismo (legge, decreto, ecc.)

¹⁹ Si raccomanda di non utilizzare la firma digitale per i documenti inerenti il progetto e il Programma.

DECLARATION CONCERNANT L'ATTESTATION DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE

Je soussigné/e, **<Indiquer le prénom et le nom>**, en qualité de représentant légal²⁰ de **<Indiquer le nom officiel et l'adresse officielle de l'organisme>**,

DECLARE QUE :

<Indiquer le nom officiel de l'organisme> est **<Indiquer la personnalité juridique>**.

En annexe, nous vous transmettons :

- **Pour les Associations : Acte constitutif, Statut ; Certificat Sirène ou publication au JO ou récépissé déclaration de la préfecture ;**
- **Pour les Sociétés et Entreprises : Présentation de la société (brochures ou autres matériels de présentation) ; Pour la France, extrait Kbis et inscription au registre ou au répertoire concerné.**

.....
Lieu et date

.....
Signature du représentant autorisé

Cachet

²⁰ Représentant légal est la personne qui, conformément à l'ordre juridique interne de l'organisme représenté, a le droit de signer les documents au nom et pour compte de l'organisme participant.

DICHIARAZIONE SULLA SUSSISTENZA DELLA PERSONALITÀ GIURIDICA

Il sottoscritto/a **<Inserire nome e cognome>**, in qualità di legale rappresentante²¹ di **<Inserire la denominazione ufficiale e indirizzo ufficiale dell'organismo>**

DICHIARA:

che **<Inserire la denominazione ufficiale dell'organismo>** è **<Inserire la tipologia di personalità giuridica>**.

Si allega alla presente:

- Per le Associazioni: **Atto costitutivo, Statuto; Iscrizione nel Registro Prefettizio;**
- Per Società e Imprese: **Presentazione della società** (brochure o altro materiale di presentazione);
Per l'Italia, dichiarazione sostitutiva di atto notorio o visura camerale.

.....
Luogo e data

.....
Firma²² del rappresentante autorizzato

Timbro

²¹ Per legale rappresentante si intende il soggetto il quale, in conformità con l'ordinamento interno dell'organismo rappresentato, è legittimato alla firma dei documenti in nome e per conto dell'organismo partecipante.

²² Si raccomanda di non utilizzare la firma digitale per i documenti inerenti il progetto e il Programma.